



Déclaration : Comité Technique Paritaire Académique du 12 février 2010

Monsieur le Recteur,

Le SGEN-CFDT et l'UNSA-Education, à l'occasion de ce CTPA sur les lycées souhaitent rappeler leur position sur les réformes engagées par le ministère :

Oui, il fallait rénover le lycée Général et Technologique, pour permettre à tous les élèves de construire leurs parcours et le réussir : Mais les choix du gouvernement nous semblent insuffisants au regard des diagnostics partagés en 2008 par l'ensemble des organisations syndicales dans « les points de convergence », puisque notamment :

- ils ne remettent pas en cause l'élitisme de la série S,
- la filière technologique a été oubliée puisque son architecture est encore inconnue aujourd'hui, laissant les enseignants dans l'inquiétude et soumis aux discours les plus extravagants.
- les conditions de la mise en oeuvre de la réforme n'ont pas été pensées et seules des injonctions ministérielles tiennent lieu de pilotage.

Oui, l'UNSA-Education et le Sgen-CFDT pensent que l'accompagnement personnalisé est indispensable pour la réussite des élèves, et cet accompagnement n'est pas incompatible avec une forte implication des enseignants dans leurs disciplines. Mais cette nouvelle tâche :

- doit être **complémentaire des approches disciplinaires**,
- faire l'objet de **formations** pour les enseignants volontaires,
- être articulée autour de **réflexions collectives** sur le suivi des élèves.
- nécessite du temps pour s'approprier ce dispositif, le faire fonctionner, l'évaluer et le modifier éventuellement.

Oui, le Sgen-CFDT et l'UNSA-Education approuvent une certaine autonomie des établissements : autonomie des moyens régulée dans un cadrage national, pour une égalité des résultats partout sur le territoire. Nous sommes opposés à une déréglementation, à travailler sous la contrainte d'objectifs dits de performance, mais favorables à une adaptation des moyens aux besoins des élèves, afin que chaque établissement soit en mesure d'accueillir et de faire réussir les élèves tels qu'ils sont, dans leur diversité et leur hétérogénéité. Mais :

- l'autonomie ne se décrète pas, elle ne peut se construire qu'avec l'adhésion des équipes et des équipes de direction.
- l'autonomie ne doit pas être un simulacre de concertation : les marges de manœuvre doivent être réelles dans les établissements. Or, elles sont aujourd'hui insuffisantes pour des questions de moyens en particulier dans les lycées de taille réduite le plus souvent ruraux ou les dotations sont insuffisantes.

Par ailleurs le calendrier infernal que nous dénonçons depuis le début des discussions place les personnels de direction et les équipes dans une situation très difficile voire intenable.

Pour le SE-UNSA et le SGEN-CFDT, le CSE ayant validé cette réforme, il est illusoire, voire malhonnête de faire comme si cette réforme ne devait pas se mettre en place.

Notre responsabilité est maintenant de peser conjointement pour une mise en pratique intelligente de cette réforme, à la fois dans l'intérêt des collègues et dans celui des élèves. Nous devons être vigilants sur le respect de l'esprit de la réforme tout en restant pragmatique.

Il faut du temps pour que la réforme s'installe et il faut tenir compte des réalités pour accompagner la transition. Soyez assuré, Monsieur le Recteur, que **l'UNSA-Education et le Sgen-CFDT s'investiront dans les lycées auprès des collègues, notamment dans les conseils pédagogiques, parce qu'ils font confiance aux équipes enseignantes pour trouver les solutions adaptées.**

Nous étions mobilisés le 21 janvier pour dénoncer la politique de restriction budgétaire à courte vue du gouvernement et nous le ferons à chaque fois que c'est nécessaire. Nous continuerons aussi à nous battre pour faire entendre la nécessité d'accompagnement des collègues par des formations, du temps de concertation, une réflexion aboutie sur l'ensemble du système, parce que les conditions de travail des enseignants doivent s'améliorer en même temps que la réussite des élèves.